

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes avec la collaboration des SE de Bucarest et de Sofia
Édition du 21 décembre 2023

LE CHIFFRE A RETENIR :

1

Pour la deuxième année consécutive The Economist classe la Grèce en tête de la liste des 35 pays ayant les meilleures performances économiques pour 2023

Bulgarie L'AN s'apprête à approuver le projet de Loi de finance 2024 // Excédent du compte courant de 1 % du PIB et flux nets d'IDE de 3,6 % du PIB pour la période de janvier à octobre 2023 // Décision de l'Assemblée nationale pour les actions liées à la construction des unités 7 et 8 de la centrale nucléaire de Kozloduy // Interdiction des exportations de carburants produits à partir du pétrole russe, des importations de pétrole brut russe et abolition de la taxe sur le gaz naturel d'origine russe importé ou transitant par la Bulgarie // La Bulgarie se joint à la déclaration politique commune sur le financement de l'efficacité énergétique

Chypre Hausse de 2,4 % de l'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) sur un an en novembre // Le ratio des NPL sur le total des prêts passe de 10,6 % en septembre 2022 à 8,3 % en septembre 2023 // Un an après sa mise en place, le salaire minimum mensuel augmente // Les coûts de la main-d'œuvre en hausse annuelle de 5,8 %, contre 5,3 % dans la zone euro et 5,8 % dans l'UE // Le Conseil des ministres a approuvé le plan national d'aménagement de l'espace maritime

Grèce Le projet de loi de finances 2024 a été approuvé par le Parlement hellénique // Exécution budgétaire janvier-novembre 2023 // La Grèce a procédé au deuxième remboursement anticipé des prêts accordés dans le cadre du Greek Loan Facility, pour un montant de 5,29 Md€ // Pour la deuxième année consécutive The Economist classe la Grèce en tête de la liste des 35 pays ayant les meilleures performances économiques pour 2023 // Signature d'un accord de partenariat entre HEDNO et EYDAP sur les compteurs intelligents // La flotte marchande grecque a cru de 0,3 % en octobre et compte désormais 1827 navires // Le renforcement de l'entrepreneuriat agricole, objectif majeur pour la Grèce

Moldavie Le Produit Intérieur Brut (PIB) recule de 0,8 % au troisième trimestre // Les prix à la production industrielle demeurent inchangés en novembre // La Moldavie et l'Union européenne ont ratifié un protocole d'accord visant à accroître les échanges dans le domaine des transports

Roumanie Le déficit courant roumain a reculé de 20,2 %, soit -18,3 Mds EUR // Le taux d'emploi progresse de +0,3 pp au troisième trimestre // La production industrielle recule de 1,2 % en octobre // Le gouvernement roumain a soumis sa troisième demande de paiement, dans le cadre du Plan national de relance et de résilience (PNRR)

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

L'AN s'apprête à approuver le projet de Loi de finance 2024.

L'Assemblée nationale [s'apprête](#) à approuver le projet de budget 2024. Pour rappel, au début de 2022 et 2023, le pays n'avait pas de LF pour l'année en cours et fonctionnait sur la base des LF de l'année précédente. Le PIB croîtrait de 3,2 % en 2024 pour atteindre 105,2 Md€. L'inflation annuelle moyenne serait de 4,8 % et le déficit de 2,9 % du PIB. La dette publique augmenterait à 23,8 % du PIB de 21,2 % en 2023. Le projet de budget prévoit des recettes de 39,7 Md€ et des dépenses de 42,8 Md€. Il contient des dépenses en capital record de 4,9 % du PIB contre 4 % en 2022. Le salaire minimum est prévu d'augmenter de 19,6 % à compter du 1^{er} janvier 2024 à 477 € et les pensions de 11 % à partir du 1^{er} juillet 2024. Le salaire maximum brut assujéti à des cotisations sociales (payées par les employés et les employeurs) croîtrait de 1 738,4 € à 1 917,3 € par mois.

Excédent du compte courant de 1 % du PIB et flux nets d'IDE de 3,6 % du PIB pour la période de janvier à octobre 2023.

Selon [les données](#) préliminaires de la Banque nationale de Bulgarie, le pays a enregistré un excédent du compte courant de 972,7 M€ (1 % du PIB) pour la période janvier-octobre 2023, contre un déficit de 779,1 M€ au cours de la même période de l'année précédente, grâce à la contraction du déficit commercial des biens de -4 Md€ fin octobre 2022 à -2,3 Md€ fin octobre 2023 et à l'amélioration du solde des services de 4,6 Md€ à 5,8 Md€. [Les flux](#) nets d'IDE en Bulgarie au cours de la période janvier-octobre 2023 se sont élevés à 3,4 Md€ (3,6 % du PIB), contre 2,2 Md€ (2,6 % du PIB) au cours de la même période de l'année précédente, principalement en raison de la hausse du réinvestissement des bénéfices de 1,3 Md€.

Actualités sectorielles

Décision de l'Assemblée nationale pour les actions liées à la construction des unités 7 et 8 de la centrale nucléaire de Kozloduy.

L'Assemblée nationale a adopté le 18 décembre une [décision](#) relative aux actions liées à la construction des unités 7 et 8 de la centrale nucléaire Kozloduy (KNPP) avec la technologie AP1000. Conformément à cette décision, le capital de l'entreprise publique en charge des projets, Kozloduy NPP New Build, sera augmenté de 1,5 Md BGN. Les recettes futures de la vente des équipements destinés au projet de centrale nucléaire à Béléné ne seront utilisées que pour la construction des deux nouvelles unités de la KNPP. D'ici le 31 mars 2024 le Conseil des ministres doit entreprendre des actions pour la prise d'une décision relative à la construction de l'unité 7 avec la technologie AP1000 dont la date de mise en exploitation est prévue le 31.12.2034 (l'agenda concernant l'unité 7 étant indiqué dans l'annexe I de la décision du 18 décembre). Le Conseil des ministres entreprendra également des actions, d'ici le 2 février 2024, pour le démarrage des procédures nécessaires à la construction de l'unité 8 de la KNPP.

Interdiction des exportations de carburants produits à partir du pétrole russe, des importations de pétrole brut russe et abolition de la taxe sur le gaz naturel d'origine russe importé ou transitant par la Bulgarie.

L'adoption définitive des [amendements](#) à la loi sur le contrôle de la mise en œuvre des mesures restrictives liées aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine implique qu'à compter du 1^{er} janvier 2024, la Bulgarie n'exportera plus des carburants produits à partir du pétrole russe (énumérés dans l'annexe XXXII

du Règlement (UE) 833/2014) et à partir du 1^{er} mars 2024, l'importation de pétrole brut russe en Bulgarie sera interdite. Les mêmes amendements abolissent la taxe de 20 BGN/MWh (10,2 €/MWh) sur le gaz naturel d'origine russe importé ou transitant par la Bulgarie, qui a été introduite le 13 octobre 2023.

La Bulgarie se joint à la déclaration politique commune sur le financement de l'efficacité énergétique. La Bulgarie s'est jointe le 19 décembre à la déclaration politique commune, signée par la commissaire européenne à l'Energie et les ministres de l'Energie des 27 Etats membres de l'UE, concernant le financement de l'efficacité énergétique et l'élaboration d'une coalition européenne pour le financement de l'efficacité énergétique.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Hausse de +2,4 % de l'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) sur un an en novembre. Le poste Restaurants et Hôtels a enregistré la plus forte hausse annuelle (+7,1 %) par rapport à novembre 2022, suivie par les Boissons alcoolisées et tabac (+3,3 %) et l'Alimentation et boissons non alcoolisées (+2,7 %). ([CYSTAT](#))

Le ratio des NPL sur le total des prêts passe de 10,6 % en septembre 2022 à 8,3 % en septembre 2023. A la fin septembre 2023, le solde des NPL chypriotes enregistre une baisse de 26,1 % (714,13 M€) en g.a. pour atteindre 2,02 Md€. En détail, les NPL du Gouvernement totalisent 2,7 M€, ceux de la catégorie « Autres sociétés financières » 39,9 Md€, ceux des Ménages 1,2 Md€ et ceux des Sociétés non financières 860,1 M€ (dont 756,1 M€ concernent les PME). Les sociétés non financières enregistrant les montants de NPL les plus élevés sont le Transport et stockage (à 243,29 M€), le Commerce de gros et de détail (173,40 M€) et l'Immobilier (103,97 M€). En outre, le solde des prêts et avances de Chypre a enregistré une baisse de 1,47 Md€ (-5,7%) en g.a. pour s'élever à 24,37 Md€, où les prêts du Gouvernement s'élèvent à 376,48 M€, des Autres sociétés financières à 1,50 Md€, des Sociétés non financières à 11,91 M€ (dont 8,06 Md€ concernent les PME) et des Ménages à 10,58 Md€. ([Banque de Chypre](#), toutes les banques sur une base consolidée)

Un an après sa mise en place, le salaire minimum mensuel augmente. Pour les travailleurs à temps plein, après six mois d'emploi continu, le salaire minimum mensuel passe de 940 € à 1 000 € en tenant compte du niveau d'inflation pour 2023 (3,9%) et 2024 (2,5%), ainsi que les prévisions de taux de croissance pour 2023 (2,4%) et 2024 (2,9%). En ce qui concerne le salaire minimum mensuel avant l'accomplissement de six mois d'emploi continu, celui passe de 885 € à 900 €. ([Ministère du Travail et de la Sécurité sociale](#))

Les coûts de la main-d'œuvre en hausse annuelle de 5,8 %, contre 5,3 % dans la zone euro et 5,8 % dans l'UE. Au troisième trimestre 2023, les coûts horaires de la main-d'œuvre ont augmenté de 5,8 % en Chypre, par rapport au même trimestre de l'année précédente. En outre, les salaires et traitements horaires ont enregistré une hausse de 4,8 % en g.a., tandis que les coûts non salariaux ont augmenté de 5,6 % en g.a. ([Eurostat](#))

Actualités sectorielles

Le Conseil des ministres a approuvé le plan national d'aménagement de l'espace maritime ce mercredi.

Dans ses déclarations à l'issue du conseil des ministres, la vice-ministre de la marine marchande, Marina Hatzimanolis, a indiqué que le plan national d'aménagement de l'espace maritime précise la répartition spatio-temporelle des activités et des utilisations actuelles et futures dans les eaux maritimes de la République de Chypre. L'objectif du plan est de contribuer au soutien et à la promotion du développement durable en mer en prenant en compte les aspects sociaux, économiques, environnementaux et culturels. En outre, la vice-ministre a noté que le projet de planification de l'espace maritime inclut tous les projets maritimes existants et proposés dans le secteur de l'énergie, tels que l'exploration d'hydrocarbures, le gazoduc East Med, et le projet EuroAsia Interconnector. (in-cyprus.philenews.com)

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

La loi de finances 2024 a été adoptée par le Parlement hellénique.

L'économie grecque devrait croître de 2,4% (222,8 Md€) en 2023 et de 2,9% (233,8 Md€) en 2024 avec un rythme annuel plus élevé que celui de la zone euro (2023 : +0,6% ; 2024 : +1,2%). Demeurant le principal moteur de la croissance, l'investissement devrait augmenter de 7,1% cette année avant de doubler pour atteindre 15,1% en 2024. L'IPCH devrait s'établir à 4,1% en 2023 (contre 5,6% pour la zone euro), avant de décélérer à 2,6% en 2024 (contre 3,2% pour la zone euro), tandis que le chômage devrait poursuivre sa trajectoire descendante, passant de 11,2% en 2023 à 10,6% en 2024.

Sur le plan budgétaire, en 2024, l'excédent primaire devrait doubler pour atteindre 4,991 Md€ (soit 2,1% du PIB), tandis que le déficit public devrait diminuer pour atteindre 2,486 Md€ (soit 1,1% du PIB). La dette publique devrait également poursuivre sa trajectoire baissière, passant de 160,3% du PIB en 2023 (soit 357 Md€) à 152,3% en 2024 (soit 356 Md€).

La mise en œuvre de la loi contre l'évasion fiscale, approuvée par le Parlement début décembre, reste l'une des priorités du gouvernement. Sur le plan social, des mesures d'un budget de 2,55 Md€ sont prévues pour 2024, dont notamment l'augmentation des salaires des fonctionnaires et de certaines allocations (1,6 Md€), l'augmentation du plafond du revenu non imposable pour les familles avec enfants de 1000€ et une revalorisation des pensions de retraite (135 M€). Le secteur de la santé devrait être renforcé, avec une augmentation des subventions aux hôpitaux de près de 20%. ([Ministère de l'Economie nationale et des Finances](#))

Exécution budgétaire janvier-novembre 2023 (données provisoires): le

déficit budgétaire s'est élevé à 1,004 Md€, contre un objectif de déficit de 3,001 Md€ prévu au titre de la loi de finances 2023 et un déficit de 5,648 Md€ enregistré sur la même période 2022. Un excédent primaire de 5,854 Md€ est constaté, contre un objectif d'excédent primaire de 3,771 Md€ et un déficit primaire de 1,091 Md€ sur la même période 2022. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 59,190 Md€, en hausse de 223 M€, par rapport aux estimations. Les recettes fiscales se sont élevées à 56,197 Md€, en hausse de 605 M€ (+ 1,1 %) par rapport à l'objectif figurant dans l'exposé des motifs du budget 2024. Les recettes du budget d'investissement public se sont élevées à 2,933 Md€, en baisse de 361 M€ par rapport à l'objectif (3,294 Md€). Les dépenses atteignent 60,194 Md€, en baisse de 1,775 Md€ par rapport à l'objectif (61.969 Mds€) inscrit dans le budget 2024, mais en hausse de 1,116 Md€ par rapport à la même période 2022, principalement en raison de l'augmentation des intérêts de la dette (2,291 Md€). ([Ministère de l'Economie nationale et des Finances](#)).

La Grèce a procédé au deuxième remboursement anticipé des prêts accordés dans le cadre du Greek Loan Facility, pour un montant de 5,29 Md€, qui devaient arriver à échéance en 2024 et 2025. Il s'agit de prêts accordés à la Grèce dans le cadre du premier plan d'ajustement budgétaire, convenu en mai 2010, qui comprenait des prêts bilatéraux des pays de la zone euro (52,9 Md€) et du FMI (20,1 Md€), et la création d'un mécanisme de prêt grec (GLF) d'un montant total de 73 Md€. A la suite de ce remboursement, le solde de la dette du GLF est ramené à 39,54 Md€, avec un horizon de remboursement jusqu'en 2041, alors qu'en avril 2022, la Grèce a remboursé la totalité de sa dette au FMI par anticipation. ([Ministère de l'Economie nationale et des Finances](#)).

Pour la deuxième année consécutive The Economist classe la Grèce en tête de la liste des 35 pays ayant les meilleures performances économiques pour 2023.

Son analyse est basée sur cinq indicateurs économiques et financiers (inflation, "fourchette d'inflation", PIB, emploi et performance des marchés boursiers). Selon The Economist, la Grèce présente les meilleures performances au regard des cinq indicateurs qui composent le score global de chaque pays, l'accent étant mis sur la pleine renaissance de la Bourse d'Athènes, qui a vu son indice principal (ASE) progresser de 43,8 % en un an.

Blessed by the gods Selected OECD countries, Q4 2022-Q3 2023			
Ranking*		Inflation breadth† %-point change	Share prices‡ % change
1	Greece	-13.3	43.8
2	South Korea	-13.3	7.2
3	United States	-18.8	4.3
4	Israel	-6.3	-5.1
5	Luxembourg	-26.7	-0.8
6	Canada	-15.4	0.2
7	Chile	-6.7	7.6
8=	Portugal	-6.7	1.3
8=	Spain	13.3	14.6
10	Poland	-6.7	24.4
13=	Japan	17.6	17.7
21	Australia	0	-0.2
25	Norway	-6.3	2.2
27	Germany	18.8	9.0
30	Britain	-6.3	-0.5
35	Finland	-6.3	-12.0

*Out of 35 countries. Three indicators not shown: Core prices, GDP and employment. †Share of product categories with an annual price increase of more than 2%. ‡National stockmarket indices, adjusted for inflation.
Sources: Australian Bureau of Statistics; OECD; The Economist

The Economist

Actualités sectorielles

Signature d'un accord de partenariat entre HEDNO et EYDAP sur les compteurs intelligents. Les deux opérateurs ont convenu de l'utilisation, par la société d'approvisionnement en eau et d'assainissement de la capitale EYDAP, de la base de données des compteurs intelligents utilisée par le distributeur d'électricité HEDNO. L'objectif de cette initiative pilote est de collecter à distance les données des compteurs d'eau intelligents adjacents aux compteurs intelligents d'HEDNO, dans deux zones sélectionnées (municipalités de Penteli (Nord d'Athènes) et de Paleo Faliro (Sud d'Athènes). Les données seront utilisées par EYDAP pour une facturation précise, la détection d'éventuelles fuites et la conception de politiques d'économie d'eau (Communiqué de presse [HEDNO](#))

Par ailleurs, selon des [déclarations à la presse du directeur général d'EYDAP, M. Sachinis](#), EYDAP, prévoit au cours de la prochaine décennie des investissements de 1,85 Md€. Ce plan concerne notamment de grands projets d'assainissement dans l'Est de l'Attique mais aussi des projets de réseaux d'approvisionnement en eau. Actuellement, des investissements d'un montant de 900 M€ sont en cours dans l'Est de l'Attique, financés par des fonds européens à hauteur de 90%, selon le directeur. Sont également prévus des projets de transformation, de réseaux et de compteurs intelligents, des projets énergétiques, des nouveaux services financiers et des systèmes de chaîne d'approvisionnement (350 M€), le remplacement du réseau d'approvisionnement en eau pour réduire les fuites (400 M€), ainsi que des projets d'assainissement (200M€). Le plan prévoit l'installation de 2,5 millions compteurs

d'eau sur une période de dix ans. Interrogé sur la nouvelle tarification, M. Sahinis a déclaré que la situation des tarifs de l'eau au cours des prochains jours, compte tenu du nouveau cadre réglementaire, devrait se préciser au cours des six prochains mois.

La flotte marchande grecque a cru de 0,3% en octobre et compte désormais 1 827 navires, selon l'[Agence nationale grecque de statistique \(ELSTAT\)](#). Sa capacité totale (navires de 100 nœuds et plus) s'est élevée à 37 613 203 tpl, en baisse de 2,5 % par rapport à la capacité correspondante d'octobre 2022.

« Le renforcement de l'entrepreneuriat agricole devient un objectif majeur pour la Grèce », selon le ministre du Développement agricole et de l'Alimentation M. Avgenakis. Pour y parvenir, l'exécutif grec se concentre sur quatre axes, bénéficiant de moyens nationaux et européens :

- Augmenter le nombre d'agriculteurs professionnels de 60 000 d'ici 2027 (600 M€) ;
- Promouvoir l'agriculture et l'élevage biologiques (700 M€) ;
- Moderniser des projets d'aménagement du territoire (Programme "Eau 2.0" avec un effet de levier de 4 Md€) ;
- Interconnecter la production agricole avec le tourisme et la culture à travers les programmes locaux LEADER (600 M€).

Parallèlement, le ministère entend investir dans l'innovation et les nouvelles technologies à hauteur de 388 M€, en complément du Plan stratégique de la PAC (3,6 Md€) visant à atténuer le changement climatique, à développer les zones rurales et à promouvoir les coopératives. En outre, la facilité de relance et de résilience devrait contribuer à hauteur de 127 M€ pour 2024, en plus de 120 M€ en 2023, notamment pour soutenir de projets de modernisation et la transformation numérique du secteur. Enfin, l'entrepreneuriat agricole est soutenu par la réduction des coûts de production à travers des exonérations fiscales, une réduction de la TVA sur l'alimentation animale, les engrais et le machinisme agricole. ([Ministère du Développement agricole et de l'Alimentation](#))

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

Le Produit Intérieur Brut (PIB) recule de 0,8 % au troisième trimestre, par rapport au trimestre précédent. Depuis le début de l'année, l'économie moldave a enregistré une baisse de 0,4 %, en glissement annuel, notamment en raison du recul de la consommation des ménages (-3,9 %) et de l'investissement (-1,6 %). La production manufacturière a également pesé négativement sur la croissance. Au contraire, le pays profite, depuis le début de l'année, de la résilience du secteur des TIC et d'un net rebond de la production agricole (+27,5 %), qui bénéficie de conditions climatiques plus favorables qu'en 2022.

Les prix à la production industrielle demeurent inchangés en novembre, par rapport au mois précédent, après trois baisses consécutives. En un an, l'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI) a progressé de 2,5 %, principalement porté par la hausse du prix à la production des produits importés (+6,8 %) et du prix à la production de l'électricité et de la chaleur thermique (+ 4,0 %). Au contraire, l'IPPI du marché domestique a faiblement progressé (+0,2 %) et profite de la détente des prix de production de l'industrie manufacturière locale (-0,7 %).

Actualités sectorielles

La Moldavie et l'Union européenne ont ratifié un protocole d'accord visant à accroître les échanges dans le domaine des

transports. Cet accord, baptisé INTERBUS, vise à alléger les autorisations nécessaires aux autobus et autocars moldave afin de circuler au sein de l'UE. Dans le même temps, les transporteurs moldaves seront tenus de respecter les normes européennes en matière d'information et de service client. Cet accord ambitionne ainsi d'accroître les interconnexions entre la Moldavie et l'UE.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Le déficit courant roumain a reculé de 20,2 %, soit -18,3 Md€, au cours des 10 premiers mois de l'année. Le déficit commercial du pays a diminué de 28,5 % pour atteindre -11,6 Md€ en raison d'une baisse du déficit de la balance des biens et d'un accroissement du surplus de la balance des services, principalement généré par le secteur des transports. A l'inverse, le déficit primaire et le surplus de la balance secondaire sont restés stables. Enfin, les Investissements Directs à l'Etranger ont reculé de 35,5 %, en glissement annuel, après avoir atteint des niveaux records en 2022.

Le taux d'emploi progresse de 0,3 pp au troisième trimestre, pour atteindre 63,3 %, alors que le taux de chômage est resté stable, à 5,4 %. De fortes disparités existent cependant entre le taux d'emploi des hommes (71,9 %) et des femmes (54,6 %), ainsi qu'entre les populations urbaine (69,0 %) et rurale (57,2 %). De plus, le taux d'emploi des jeunes (15 – 24 ans) atteint 19,0 % et le chômage de cette catégorie de population reste structurellement élevé, à 22,1 %.

Actualités sectorielles

La production industrielle recule de 1,2 % en octobre, par rapport au mois précédent, notamment en raison de la baisse de la production manufacturière (-2,0 %). Au cours des 10 premiers mois de l'année, la production industrielle roumaine a diminué de 5,0 %, en glissement annuel. Malgré la hausse de la production minière et extractive (+3,2 %), l'industrie roumaine a connu une forte baisse de la production électrique (-10,5 %), alors que la production manufacturière a reculé de 4,3 %. Le secteur doit notamment faire face à un accroissement rapide du coût du travail et à une demande étrangère limitée par le ralentissement de l'économie européenne.

Le gouvernement roumain a soumis sa troisième demande de paiement, dans le cadre du Plan national de relance et de résilience (PNRR), à la Commission européenne. La demande, d'un montant de 2 Md€ de prêts et subventions, est conditionnée à l'atteinte, via des réformes et investissements, de 68 jalons et 6 objectifs. Elle couvre des secteurs variés, tels que l'efficacité énergétique, la cybersécurité, la mobilité, ou encore l'éducation. Au total, le plan de relance de la Roumanie est doté de 28,5 Md€, dont 13,6 Md€ de subventions et 14,9 Md€ de prêts.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr